

Mesdames, Messieurs, Señoras y Señores, bonjour, buenos dias.

Je remercie le Président et les membres de la Chambre de commerce Canada-Chili pour cette occasion qui m'est offerte de m'entretenir avec vous du commerce et de l'investissement entre nos deux pays. Comme nous cherchons à resserrer nos liens, nous nous réjouissons des efforts déployés par la Chambre pour stimuler le commerce et les investissements entre le Canada et le Chili.

Les échanges bilatéraux entre nos deux pays sont passés de 329,4 millions de dollars, en 1991, à 347,1 millions de dollars en 1992. Même si nos exportations ont atteint 145,1 millions de dollars, elles sont demeurées inférieures à nos importations, qui se sont élevées à 202 millions de dollars.

Le Canada est la septième nation commerçante du monde, et un tiers de ses emplois est lié au commerce extérieur. Notre succès économique repose donc sur nos ventes de produits et de services à l'étranger. Et nous ne vendons pas seulement des ressources naturelles. Nous sommes bien entendu en mesure d'exporter des quantités considérables de produits agricoles, minéraux et forestiers, mais nous offrons également de plus en plus de biens de production et de services innovateurs. Le Canada est même un chef de file pour ce qui est des télécommunications, de l'aérospatiale et des transports.

Comme le Chili, le Canada a besoin des marchés étrangers pour soutenir sa croissance, améliorer sa prospérité et renforcer sa compétitivité.

La question qui préoccupe au plus haut point toutes les nations commerçantes du monde est l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales (NCM) de l'Uruguay Round. Le Canada et le Chili s'efforcent de réaliser cet objectif par leur participation au Groupe de Cairns. Et l'achèvement du Round semble maintenant possible. Nous sommes encouragés par le fait que le président Clinton a récemment annoncé son intention de demander au Congrès de proroger le processus d'approbation prévu dans la procédure accélérée, et aussi par son engagement apparent à achever ces négociations d'ici le 15 décembre de cette année.

Notre engagement en faveur de l'Uruguay Round n'exclut pas la conclusion d'accords régionaux de libéralisation des échanges respectant l'esprit de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le Chili a fait de même en négociant ses propres arrangements régionaux.

Le Chili a fait preuve d'initiative en réduisant de façon unilatérale les obstacles au commerce et en négociant des ententes de coopération. Il mérite d'ailleurs des félicitations pour avoir signé des accords de libre-échange avec le Mexique et le Venezuela.

L'accord avec le Mexique vous a permis dès la première année de doubler vos exportations vers ce pays, en vous ouvrant un marché pour votre secteur très prospère des fruits et des produits